

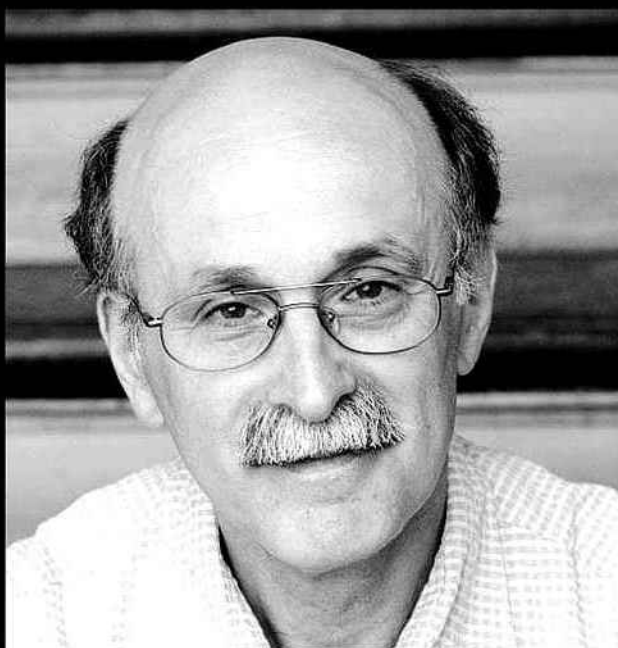


Affaire Rosenberg 60 ans après Le fils témoigne



Juifs et communistes, les époux Ronsenberg ont été exécutés en 1953 au Etats-Unis après avoir été condamnés pour espionnage au profit de l'URSS. Ils étaient innocents. Leur fils répond à nos questions. (photo AFP)

Affaire Rosenberg : le combat du fils



Le 19 juin 1953, Julius et Ethel Rosenberg, couple de communistes américains, étaient exécutés après avoir été accusés d'avoir livré le secret de la bombe atomique à l'URSS. L'Affaire est le symbole des dérives du maccarthysme. Soixante ans plus tard, leur fils Robert défend leur mémoire et a créé une fondation d'aide aux enfants de militants progressistes persécutés. Et livre son regard sur l'Amérique.

Entretien

réalisé par Sébastien Madau

Photo : «Courtesy of the Rosenberg Fund for Children »

Robert Meeropol Rosenberg ⁽¹⁾ est le fils de Julius et Ethel Rosenberg, dont l'affaire avait suscité un énorme élan de solidarité dans le monde pour éviter, en vain, leur exécution. Il revient sur l'affaire en estimant que ses parents ont été victimes du tourbillon anticommuniste en pleine Guerre froide. S'il pense que son père a transmis des informations à l'URSS, il réfute l'idée qu'elles aient porté sur la bombe atomique. Orphelin à 6 ans avec son frère Michaël, il milite aujourd'hui pour leur réhabilitation, le respect des droits à travers la Fondation Rosenberg qu'il a créée.

Quelles conclusions tirez-vous de l'Affaire Rosenberg, 60 ans après l'exécution de vos parents ?

L'élément le plus flagrant c'est tous ces travaux montrant qu'il s'agit d'un complot, après la déclassification de centaines de milliers de documents jusque-là top secret. Nous avons forcé la déclassification de transcriptions de procédures du Grand Jury qui formaient la base des accusations. De plus, des chercheurs ont basé leurs ouvrages sur les souvenirs d'acteurs du procès et interviewé des personnes impliquées dans la défense et l'action judiciaire. En plus des informations déclassifiées en ex-URSS.

Voici mes conclusions: mon père a été impliqué dans l'espionnage dans les années 40 mais celui-ci ne portait pas sur la bombe atomique. Le couple Greenglass ⁽²⁾ a délivré des informations de type atomique de faible portée à l'URSS, sans l'assistance de mes parents qui n'étaient membres d'aucun réseau d'espionnage atomique. Le gouvernement américain savait que ma mère n'était pas une espionne et que mon père n'était pas un espion atomique, mais les a exécutés quand même.

Votre père était donc certes impliqué dans la transmission d'informations à l'URSS, mais pas de la gravité de ce qui les a conduits sur la chaise électrique.

Jusqu'à ce que je suive des cours de droit dans les années 80, je vous aurais dit que mes parents étaient totalement innocents. J'ai réalisé que bien que nous ayons prouvé qu'ils n'avaient pas eu de procès équitable du fait de la collusion secrète avec les procureurs, que les témoins ont menti et que le gouvernement a fabriqué des pièces à conviction, cela ne prouvait pas leur innocence. En d'autres mots, j'ai réalisé qu'il était possible de comploter y compris contre des coupables. Cela m'a permis de découvrir dans les années 90 les nouvelles études plus nuancées.

La divulgation par la CIA de transcriptions de la commission Venona en 1995 ⁽³⁾ a conduit les medias à renouveler leurs

conclusions préalables à savoir que mes parents étaient coupables. Les transcriptions, cependant, ne démontrent pas leur implication sur le volet atomique. Julius n'est jamais mentionné et l'espion « Antenna » puis « Liberal » que le gouvernement prétend être mon père était engagé dans un espionnage militaro-industriel, pas atomique. Les pièces à convictions établissent aussi que l'épouse d'Antenna/Liberal n'était pas espionne.

Il y a polémique sur l'authenticité de certains témoignages durant le procès.

En septembre 2008, les transcriptions de 43 des 46 témoins passés devant le Grand Jury accusant mes parents ont été rendues publiques. Elles incluent le témoignage de Ruth Greenglass, aujourd'hui décédée, mais pas de David Greenglass, qui est lui toujours vivant. Le témoignage de Ruth ne mentionne pas celui des époux prêtés sous serment (que David avait fourni des croquis ainsi qu'une description de la bombe à J.Rosenberg en septembre 1945, en présence d'Ethel). Il ne mentionne pas non plus les croquis de la bombe ou la présence d'Ethel. Ces révélations concluent que ma mère ne pouvait être coupable.

Votre père ne fournissait plus d'informations à l'URSS au moment des faits ?

En 2008, Morton Sobell, accusé avec mes parents, qui avait nié toute implication, mais qui a été déclaré coupable et purgé 18 ans de prison, a reconnu pour la première fois qu'il avait fait passer avec Julius, des informations militaro-industrielles à l'URSS afin de l'aider à combattre les nazis. En octobre 2010, la publication du livre « *Verdict final* » a révélé que lorsque mon père a été renvoyé du corps d'armée des ingénieurs en janvier 1945, l'URSS, craignant que les Etats-Unis aient découvert qu'il était un espion, l'a déchargé de toute activité d'espionnage. Par conséquent, la supposée rencontre entre espions en septembre 1945 décrite entre les Rosenberg et les Greenglass n'a pu avoir lieu car il n'était plus actif. Au lieu de cela, Ruth Greenglass, toute seule (il insiste sur « toute seule », ndlr), sans les Rosenberg, a rencontré des agents soviétiques trois mois plus tard et leur a délivré les croquis que le gouvernement intitulait « le secret de la bombe atomique ». Le gouvernement américain a menti en disant que mes parents avaient volé le secret de la bombe et l'avait livré à l'URSS. Mes parents n'ont pas commis les actes pour lesquels ils ont été exécutés.

L'Affaire Rosenberg parle-t-elle aujourd'hui aux Américains ?

Malheureusement, si vous les interrogez, beaucoup vous regarderont étrangement ou diront vaguement que c'est une histoire d'espionnage pendant la Guerre froide. Mais il y a des exceptions.

J'ai créé un blog en 2012 et un de mes articles comparant les affaires Bradley Manning / Julian Assange ⁽⁴⁾ à celle des Rosenberg a suscité beaucoup d'intérêt.

De plus, des éléments de la gauche américaine font le parallèle entre les procès des conspirations communistes des années 50 et les lois sécuritaires de l'après 11-Septembre appliquées aujourd'hui. De la même manière que les libertés civiles et les droits de l'homme devaient être sacrifiés dans l'intérêt de la sécurité nationale dans le but de se défendre de la conspiration communiste, le gouvernement prétend aujourd'hui que ces libertés doivent l'être aussi contre la conspiration terroriste internationale.

Pour quelles raisons avoir créé le Fonds Rosenberg pour les enfants ?

A 42 ans, m'est venue l'idée de créer un fonds du nom de mes parents qui aiderait les enfants vivant la même expérience que moi. Elle aurait transformé la destruction de ma famille en une force positive bénéficiant à une nouvelle génération de la même manière que des comités de soutien se sont rassemblés pour m'aider mon frère et moi après la mort de nos parents. C'est là ma façon constructive de réagir à l'injustice. Au départ, une douzaine de bailleurs de fonds se sont engagés. A l'automne 1990, avec l'aide du nouveau conseil d'administration de la fondation et des artistes Pete Seeger, Richie Havens, Country Joe MacDonald et Jane Sapp, nous avons rassemblé 2000 soutiens. L'année suivante, nous avons lancé une initiative nationale qui s'est élargie à des milliers d'autres.

La fondation accompagne sur un plan affectif et éducatif les enfants de militants persécutés aux Etats-Unis. Nous récoltons de l'argent que nous redistribuons chaque année.

Nous avons quatre principes : tout le monde a la même valeur, le peuple est plus important que les profits, la paix dans le monde est une nécessité et la société doit fonctionner de manière écologiquement soutenable. Si quelqu'un militant pour un ou plusieurs de ces principes se trouvait attaqué, persécuté, licencié, emprisonné ou tué, leurs enfants seraient éligibles à notre soutien. Nous avons réalisé notre première bourse en totalisant 5000 dollars en 1991 et nous en distribuons actuellement entre 350 et 400 000 chaque année. Nous avons accordé environ 5 millions de dollars pour aider près d'un millier d'enfants en 22 ans.

Si cela amène les nouvelles géné-

« La création de la fondation a été ma façon de réagir à l'injustice »

rations à transformer les Etats-Unis en une nation plus juste économiquement et socialement, nous porterions plus d'attention, à gauche, à transmettre des valeurs progressistes. Mes parents m'ont écrit avant de mourir en se disant « confortés dans la certitude que d'autres continuer(aient) après (eux) ». J'essaie de justifier cette confiance et j'espère que la fondation va la garantir.

Pourquoi le pouvoir américain est-il si souvent en conflit avec les mouvements progressistes ?

Les Etats-Unis sont le plus puissant empire que le monde ait jamais connu. Ils ont plus de 1000 bases militaires dans plus de 140 pays. La défense américaine représente aussi la plus grande menace environnementale de la planète. Les 1% des plus riches ont une fortune plus importante que celle des 50% les plus pauvres. Le pouvoir criminalise la contestation, détruit les rassemblements, démantèle les programmes publics et appauvrit des millions de gens. Ils résistent mais la police les brutalise, des procureurs zélés les étiquettent comme terroristes et des juges autoritaires ne demandent qu'à les enfermer. Dans ces conditions, les progressistes sont en opposition avec ceux qui sont au pouvoir. Et ces derniers les considèrent comme la plus grande menace.

⁽¹⁾ Robert et Michaël Meeropol ont été adoptés par Abel et Anne Meeropol.

⁽²⁾ Le couple Grenglass (David et Ruth) a accusé les Rosenberg. A noter que Ethel Rosenberg était la soeur de David Greenglass.

⁽³⁾ Venona était une collaboration entre services secrets américains et britanniques destinée à contrer le renseignement soviétique. Elle a cessé en 1980 et ses documents divulgués en 1995.

⁽⁴⁾ Bradley Manning est un soldat américain ayant dévoilé des câbles diplomatiques d'ambassades américaines et publié par Julian Assange sur Wikileaks.



Julius fut arrêté le 17 juillet 1950 et Ethel le 11 août. Ils furent jugés coupables le 5 avril 1951 et exécutés sur la chaise électrique le 19 juin 1953 dans la prison de Sing Sing. PHOTO DR

3b7de5a15a70e10392924b744b0e85bc1c46f9831169304

Devoir de mémoire et de vigilance

Editorial

■ Il y aura soixante ans, le 19 juin 1953, que les époux Rosenberg furent condamnés à mort et exécutés pour des faits d'espionnage qu'ils n'ont pas commis.

Exécutés parce que juifs et communistes. En pleine guerre froide, dans un pays sous le joug d'un « maccarthysme » qui n'avait alors rien à envier, dans la méthode et les objectifs, au nazisme et au fascisme qui avaient plongé l'Europe dans la période la plus noire de son histoire. Rappeler cette « Affaire Rosenberg » aujourd'hui, relève donc d'un devoir de mémoire pour tous les démocrates attachés aux valeurs de vérité, de justice, de liberté, de respect de la dignité humaine. Parce qu'il y a derrière l'issue tragique du couple qui a fini sur la chaise électrique, une autre histoire : celle de la haine de l'autre, portée à son paroxysme, officialisée, organisée, planifiée, justifiée au nom de la lutte pour la liberté. Une lutte qui ne pouvait alors être conçue que sans les juifs et sans

les communistes dans les années 50. Comme elle ne pouvait être conçue que sans les anarchistes ou les noirs à d'autres époques.

Oui l'histoire des Etats-Unis est émaillée de grandes réalisations, mais aussi de grandes zones d'ombres faites de complots d'Etats, d'injustices et d'atteintes aux libertés comme cette affaire dite d'espionnage, celle de Sacco et Vanzetti ou encore celle du Ku Klux Klan...

Tout cela nous rappelle avec force qu'aucune fin ne peut justifier l'injustifiable : l'atteinte aux libertés individuelles. Notamment, au moment où le scandale éclate par la révélation de l'existence du programme PRISM de surveillance généralisée par l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA). Un fichage et un recueil d'informations personnelles via Internet, les moteurs de recherche et les réseaux sociaux... Au nom de la lutte antiterroriste...

Si on ne peut nier la nécessité d'une telle lutte, qu'il nous soit permis de douter qu'ici encore, la fin puisse justifier les moyens.

ROLLAND MARTINEZ

La Ligue des Droits de l'Homme se souvient

La mobilisation en faveur des Rosenberg a été d'une grande ampleur en France dans les années 50. S'il s'est agi au départ d'obtenir leur grâce, après leur exécution, un comité s'est battu pour un nouveau procès. « *Nous ne demandions plus l'acquittement mais la révision* » explique René Sazerat, dernier président de l'association avant sa dissolution et la transmission du dossier il y a deux ans à la Ligue des Droits de l'Homme. En 1993, « *nous avons utilisé les travaux de juristes américains. L'association des juristes a effectué un nouveau procès avec de vrais juristes et juges, a étudié le dossier et conclu en leur innocence* ». La LDH organisait hier à Paris une rencontre « *de débat et de mémoire pour que l'on se souvienne du soixantième anniversaire de l'exécution des Rosenberg, pour une justice équitable, pour l'abolition universelle de la peine de mort* ». Lors des débats, le lien a été fait sur la peine de mort toujours présente dans plusieurs états américains. Elle « *reste toujours pratiquée ou au moins légale. Dans les couloirs de la mort, des hommes, au terme de procès uniquement à charge, sont condamnés à*

cette inacceptable négation des droits » dénonce la Ligue. Justement, « *dans le cas de l'Affaire Rosenberg – euphémisme qui atténue les responsabilités politiques du gouvernement américain de l'époque –, Ethel et Julius Rosenberg ont subi les méfaits d'une justice aux ordres et d'une conception archaïque de la punition* ». Pierre Tartakowsky, président de la LDH est revenu sur l'engagement de la ligue au moment de l'affaire avant qu'une discussion ne se tienne autour de la justice et de la peine de mort aux Etats-Unis, animée par William Goldberg, co-responsable du groupe de travail « Abolition universelle de la torture et de la peine de mort » de la LDH. La compagnie Par les mots et merveilles est ensuite montée sur scène pour jouer la pièce de théâtre Clameurs publiques avant que Gilles Manceron et Emmanuel Naquet, coresponsables du groupe de travail « Mémoire, histoire, archives » de la LDH ne fassent une analyse historique. La journée s'est conclue avec Dominique Guibert, vice-président de la LDH sur « *l'actualité d'un combat pour les droits et la justice* ». **S.M.**

A lire

- Robert et Michaël Meeropol, « *Nous sommes vos fils* », Éditions Sociales - Éditeurs Français Réunis, 1976.
- Julius et Ethel Rosenberg, « *Lettres de la maison de la mort* », Editions Gallimard, 1953
- Morton Sobell, « *On condamne bien les innocents* », Editions Hier et demain, 1974.
- Gérard A. Jaeger, « *Les Rosenberg. La chaise électrique pour délit d'opinion* », Editions Le Félin, 2003.
- Alain Decaux, *Les Rosenberg ne doivent pas mourir*, Editions Perrin.